



# Agreste Données

## Midi-Pyrénées



Numéro 56 - juin 2011

Résultats RICA Midi-Pyrénées - Analyse financière

### 2009 : difficultés économiques et décapitalisation

La fluctuation des marchés agricoles, orientée à la baisse à partir du quatrième trimestre 2008, s'est poursuivie et amplifiée au cours de l'année 2009. La volatilité des cours mondiaux des matières premières agricoles succède à plusieurs décennies de régulation. Cet environnement économique particulièrement instable impacte négativement les performances des exploitations agricoles, en particulier en Midi-Pyrénées. Les trésoreries sont asséchées, la valeur ajoutée s'est dissoute sous l'impact d'une forte baisse des prix des produits agricoles, et le revenu des ménages agricoles a fondu malgré le maintien du niveau des aides. En 2008, les exploitations professionnelles régionales avaient continué à investir, mais en ayant fortement recours à l'autofinancement. En 2009, peu confiantes en l'avenir, elles diffèrent leurs investissements.

Début 2011, la situation de la trésorerie des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées demeure préoccupante. Les dettes auprès des principaux créanciers (mutualité sociale agricole, banques, fournisseurs d'intrants) restent significatives et les retards de paiement s'accumulent. La fluctuation des cours des matières premières agricoles, récurrente depuis l'automne 2007, contribue à fragiliser les exploitations agricoles comme leurs perspectives d'avenir. En 2009, la baisse généralisée des prix agricoles a anéanti les gains de résultat générés les années précédentes pour toutes les orientations de production. A l'automne 2010, suite à un redressement des cours, les céréaliers et les arboriculteurs profiteront d'une embellie, la situation demeurant toujours très tendue pour les éleveurs de bovins qui subiront de plein fouet le renchérissement du coût de l'alimentation des animaux.

Enfin, la sécheresse qui sévit actuellement en France va accroître les difficultés des agriculteurs, et en particulier des éleveurs.

#### RICA 2009

Si, en 2008, compte tenu d'un climat de confiance, les investissements corpo-

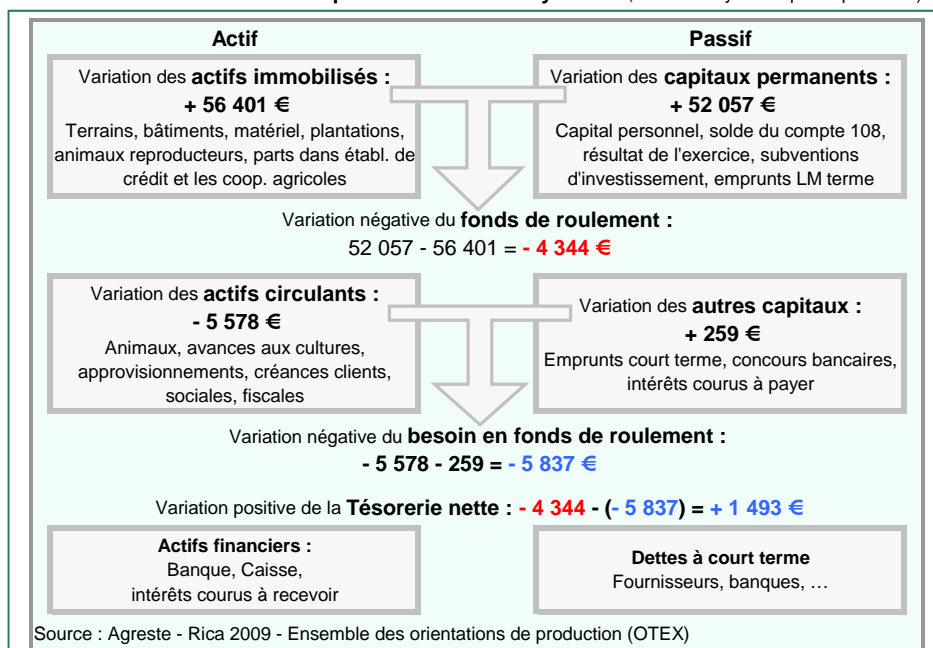
rels (y compris foncier agricole) ont augmenté, il n'en est plus de même en 2009. Dans toutes les productions, les investissements ont chuté (- 18 %) et ne couvrent plus la dotation aux amortissements, ce qui confirme une décapitalisation généralisée. Le recours aux emprunts, tant à long et moyen termes qu'à court terme, est devenu prudent. Le taux d'endettement a pourtant augmenté de deux points, à 32 %, du fait de la fonte des capitaux permanents. Ce phénomène, couplé avec une baisse sensible de l'excédent brut d'exploitation (EBE), a généré une variation négative du fonds de roulement (ressources durables). Cependant, la consommation d'intrants ayant diminué, en volume comme en valeur, la trésorerie nette moyenne est devenue positive.

Ce constat diffère d'une spécialisation technico-économique à l'autre.

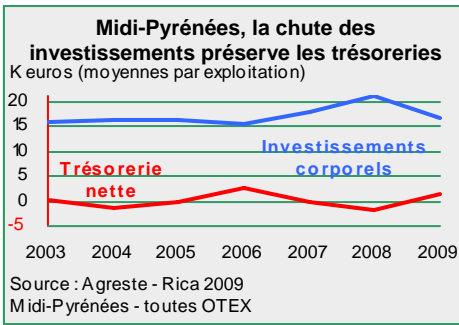
#### Elevage : l'étau ne se desserre pas

Pour la deuxième année consécutive, les éleveurs de **bovins-viande** enregistrent une dégradation de leurs fonds de roulement, leur recours à de nouveaux emprunts à long et moyen termes ayant baissé de 40 %. De plus, l'épidémie de fièvre catarrhale ovine de 2007 fait encore sentir ses effets néfastes sur la fertilité

Tableau de financement des exploitations de Midi-Pyrénées (valeurs moyennes par exploitation)



des animaux et leurs rythmes d'engraissement. Enfin, les prix des animaux maigres ou engraisés ne se sont pas redressés. A échantillon constant, la pro-



duction nette diminue de 19 %. Confrontés aux incertitudes d'un environnement économique fortement perturbé, les éleveurs de bovins-viande ont adopté un comportement de repli. A l'opposé de 2008, les investissements corporels ont chuté d'un quart. Le niveau moyen de décapitalisation en immobilisations corporelles est significatif (4 360 €), pourtant inférieur à la moyenne des exploitations régionales (5 330 €). La quantité d'intrants consommés (fertilisants, produits phytosanitaires et aliments du bétail) a été réduite en dépit des prix de l'énergie et des aliments du bétail orientés à la baisse. En conséquence, le besoin en fonds de roulement a fortement diminué, ce qui a permis de générer une trésorerie nette positive. La préservation des trésoreries n'occulte pas la diminution sensible (-18 %) des prélèvements privés (11 414 € en moyenne).

L'EBE, déjà faible en 2008, continue de se dégrader (-10 %), et le taux d'endettement s'établit à 23 % (25 % en 2008).

La situation des élevages **ovins** n'évolue pas après un exercice 2008 très dégradé. Le processus de décapitalisation se poursuit dans les élevages spécialisés en **ovins-viande**. Les investissements corporels demeurent parcimonieux, le recours aux emprunts se fait rare. Les élevages **ovins-lait** de la zone de Roquefort se maintiennent grâce à la stabilité du prix du lait de brebis par rapport à 2008. Compte tenu de la diminution du recours aux emprunts à long et moyen termes et du maintien du niveau des prélèvements privés, la variation du fonds de roulement est négative. Toutefois, le besoin en fonds de roulement ayant fortement baissé, la trésorerie nette affiche une évolution positive. Soutenu par les subventions liées à la production, l'EBE reste constant, et le taux d'endettement se stabilise à 33 %.

### Lait de vache : horizon bouché

Les élevages **bovins-lait** ont subi de plein fouet la chute significative du prix du lait (-17 % en 2009). Les éleveurs laitiers de la région ont des trésoreries sinistrées, une rentabilité de l'outil de pro-

duction fortement remise en question. L'absence de lisibilité sur leurs perspectives d'avenir perdurera malgré la remontée du prix du lait au second trimestre 2010. La production nette 2009 chute de 12 %, le recours à de nouveaux emprunts diminue de plus du quart, ce qui se traduit par une baisse de 5 % des capitaux permanents. En conséquence, le fonds de roulement affiche un repli de 3 178 € en moyenne. Grâce à la baisse du prix de l'énergie, les intrants ont été moins onéreux, et le besoin en fonds de roulement a diminué. Mais, à la différence des élevages bovins-viande, les élevages laitiers ne peuvent comprimer de façon drastique le niveau des charges courantes car une vache laitière doit bénéficier au quotidien d'une ration alimentaire de qualité en quantité suffisante. De plus, le suivi sanitaire du troupeau, la maintenance des installations de traite et de conservation du lait, ne souffrent pas de la médiocrité. Ces contraintes pèsent sur la trésorerie nette qui devient négative, sachant que le niveau des découverts bancaires a grossi, la majorité des éleveurs ayant eu recours à des ouvertures de crédit sur compte courant (OCCC). Les investissements corporels ont fondu (-30 %), le recul atteignant -38 % pour les bâtiments et les installations. Corollaire, leur montant ne couvre pas les dotations aux amortissements : la décapitalisation en biens corporels représente 5 410 € par exploitation laitière. A champ constant, malgré le maintien du niveau des subventions d'exploitations, l'EBE baisse de 6 % et le taux d'endettement augmente de cinq points, à 33 %. L'éclaircie espérée avec la revalorisation des prix du lait en 2010 risque fort d'être annihilée par l'augmentation fin 2010 du prix des intrants.

### Céréales dans la houle spéculative

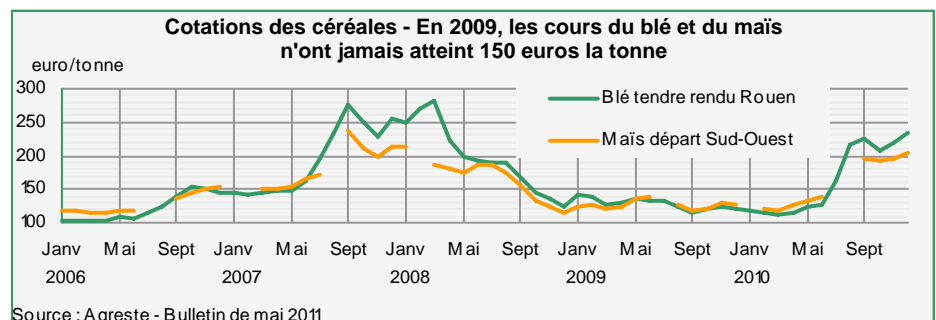
La volatilité des cours des matières premières agricoles concerne au premier chef le marché mondial des céréales. Les céréaliers ont connu une baisse sévère de leur revenu, un désinvestissement manifeste et, pour la seconde année consécutive, un effondrement de leur trésorerie nette. Le fonds de roulement ne couvre pas les besoins en fonds de roulement, servant à financer le cycle d'exploitation ; en conséquence

la trésorerie nette est négative. La baisse du prix des céréales amorcée au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 s'est accélérée en 2009. Le recul du prix des intrants, moindre, n'a pas compensé le manque à gagner. Avec une chute de 10 % (-25 % pour le matériel), les investissements corporels ne suffisent plus à couvrir les dotations aux amortissements, la décapitalisation est en moyenne de 3 520 €. Globalement, le montant des prélèvements privés s'est maintenu, la consommation d'intrants est restée stable, grâce au recours massif à l'autofinancement, les organismes bancaires s'étant montrés réticents à octroyer des OCCC. Tout cela a contribué à l'assèchement des trésoreries des exploitations céréalières et à accentuer les retards de paiement auprès des principaux créiteurs. L'EBE dévise de 44 %. Dans ce contexte, le niveau des capitaux permanents s'affaïsse de 7 % et le taux d'endettement atteint 33 % (30 % en 2008).

Les cours des céréales se raffermiront en 2010, ce qui permettra à la plupart de ces exploitations "de sortir la tête hors de l'eau". Mais le phénomène de "yo-yo" lié à la forte fluctuation des prix des céréales les fragilise durablement.

### Fruits : dans la tourmente de 2009

En 2009, les prix de la campagne fruitière ont été particulièrement peu porteurs, et le marché des pommes à l'exportation a connu une certaine atonie. Contrairement à leur habitude, les arboriculteurs ont marqué une pause sur les investissements en 2009. Les investissements corporels ont chuté de 20 % et, en ce qui concerne les bâtiments, les installations spécialisées et les nouvelles plantations, la baisse atteint 53 %. Le montant des nouveaux investissements ne couvrant pas la dotation aux amortissements, la décapitalisation s'établit en moyenne à 1 000 € par exploitation. Le recours aux emprunts à long et moyen termes s'est maintenu, pour assurer le financement des nouvelles immobilisations ainsi que le refinancement de retards de paiement d'annuités d'emprunt. Ceci explique la faible variation négative du fonds de roulement. La réduction du financement des stocks et des charges financières à court terme a contribué à diminuer le besoin en fonds de roulement. Tous ces éléments expliquent que la trésorerie nette redevenue positive après une année 2008 où l'autofinancement important des investis-

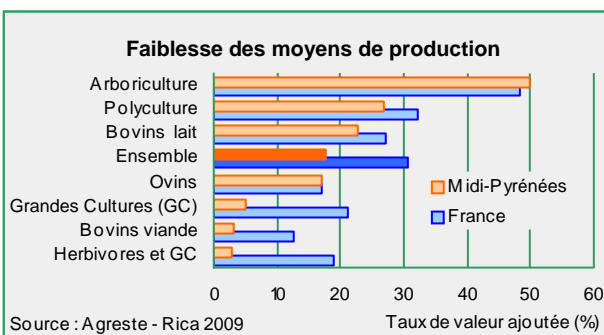


sements l'avait fait passer dans le rouge. D'ailleurs, en 2009, l'EBE recule de 13 % et, compte tenu de la décapitalisation, le taux d'endettement atteint 46 % (43 % en 2008).

Début 2010, les arboriculteurs devront reporter le paiement de certaines créances afin de disposer de la trésorerie nécessaire pour payer les salaires des ouvriers chargés de la taille des vergers. Heureusement les prix de la campagne fruitière 2010 seront sensiblement plus rémunérateurs que ceux de 2009. Cette embellie permettra de reconstituer les trésoreries fortement dégradées l'année précédente.

### Des faiblesses structurelles révélées par les marchés déprimés

L'année 2009 se caractérise par une dégradation des conditions de marché qui impacte négativement et plus fortement les performances économiques des exploitations de Midi-Pyrénées que celles



d'autres régions françaises. Le **taux de valeur ajoutée** (rapport de la valeur ajoutée à la production), inférieur de treize

Pour la seconde année consécutive, les résultats d'activité, mesurés par la capacité d'autofinancement, régressent de 19 % en Midi-Pyrénées, avec des différences selon l'orientation de production. La dégradation, importante pour les céréaliers (-45 %) et les éleveurs laitiers (-25 %) est plus limitée pour les éleveurs bovins-viande et ovins (respectivement -9 et -5 %). Ceci est en relation avec les évolutions favorables ou défavorables des prix des produits agricoles sur l'équilibre financier des comptes de résultat, et par conséquent sur l'autonomie financière des exploitations.

points à la moyenne nationale, met en évidence une moindre efficacité globale des consommations intermédiaires dans nos exploitations agricoles. Le " décrochage " d'efficacité des moyens de production s'est accentué en grandes cultures avec un taux de valeur ajoutée de 5 %, contre 15 % en région

Centre (l'écart n'était que de cinq points en 2005). Les élevages bovins-viande de la région ont un taux de 3 %, alors qu'en région Bourgogne, il est de 13 %. Seules les exploitations fruitières (50 %) ont un ratio supérieur à la moyenne nationale, bien qu'inférieur de sept points à celui des Pays de la Loire.

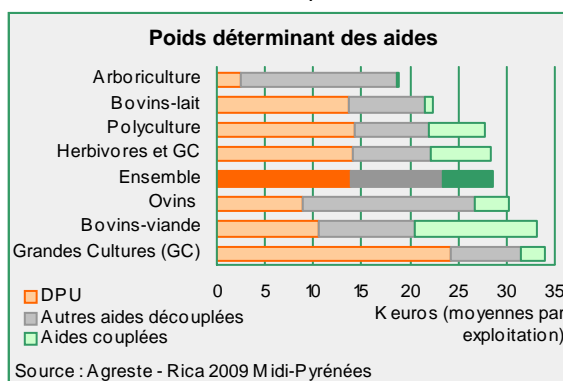
La **productivité du travail** (valeur ajoutée par actif) des exploitations agricoles

de Midi-Pyrénées est de 9 175 € par unité de travail annuel, très en dessous de la moyenne française (21 661 €). La différence est très forte pour les céréaliers (2 734 € en Midi-Pyrénées, 17 852 € en moyenne française).

Pourtant le **rendement économique** de l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées (36 %), est équivalent à la moyenne française (35 %), grâce, essentiellement, aux subventions. Ces dernières expliquent 89 % de l'excédent brut (59 % au niveau national).

### Les aides directes

Les aides à la production s'élèvent en moyenne à 28 549 € par exploitation de Midi-Pyrénées, soit 388 % du résultat courant avant impôts.



Ce ratio, qui explose dans les orientations de Grandes cultures et de Grandes cultures-herbivores, est inférieur ou du même ordre de grandeur dans les autres spécialisations.

■ Serge Ladois - DRAAF - Sriset - Midi-Pyrénées

## Lexique

Actif circulant

stocks et en-cours (approvisionnements, animaux non reproducteurs, biens en cours de formation, ...) + valeurs réalisables (avances et acomptes versés, créances) + valeurs disponibles (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse et titres de placement)

Actif immobilisé

immobilisations corporelles (terrains, constructions, animaux reproducteurs, ...) + immobilisations incorporelles (frais d'établissement, ...) + immobilisations financières (comme la participation à des organismes professionnels agricoles)

Besoin en fonds de roulement

actif circulant - dettes non financières (avances et acomptes reçus des clients, dettes d'exploitation, produits constatés d'avance)

Capacité d'autofinancement

résultat de l'exercice + dotation aux amortissements - quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat - plus-values sur cessions + moins-values sur cessions

Capitaux permanents

capitaux propres (dont subventions d'investissement) + dettes à long et moyen termes

Dotation aux amortissements

constatation comptable de la perte de valeur d'un actif immobilisé (calcul linéaire des amortissements dans le RICA)

Excédent brut d'exploitation

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances - impôts et taxes - charges de personnel

Résultat courant avant impôts

Résultat d'exploitation + résultat financier (produits financiers - intérêts et frais financiers)

Résultat d'exploitation

Excédent brut d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courante

### Le RICA

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles. Réalisé dans les 25 Etats membres selon des définitions et des règles communes, il permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne.

En France, l'échantillon observé en 2009 regroupe 7 470 exploitations. Le champ couvert correspond aux 326 013 exploitations d'au moins 12 ha équivalent blé (plus de 8 UDE).

En Midi-Pyrénées, l'échantillon est de 490 exploitations, permettant de donner des résultats représentatifs pour les 8 principaux systèmes de production. Il couvre un champ de 29 833 exploitations en 2009. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant de 449 exploitations.



## Réseau d'information comptable agricole

Résultats 2009

Moyennes par exploitation pour les principaux systèmes de production	Midi-Pyrénées								
	Ensemble France	Ensemble Midi-Pyrénées	Grandes cultures	Fruits	Bovins-lait	Bovins-viande	Ovins	Poly-culture	Grandes cultures et herbivores
Nombre d'exploitations de l'échantillon	7 470	490	158	35	38	59	85	20	33
Nombre d'exploitations représentées	326 013	29 833	7 593	1 026	2 410	5 905	4 721	981	3 569
Part de chaque catégorie (%)	///	100,0	25,5	3,4	8,1	19,8	15,8	3,3	12,0
<b>Caractéristiques physiques</b>									
<b>Surface agricole utilisée (ha)</b>	<b>80,0</b>	<b>76,4</b>	<b>92,9</b>	<b>29,1</b>	<b>59,4</b>	<b>75,0</b>	<b>90,6</b>	<b>75,7</b>	<b>76,4</b>
SAU en fermage	63,9	47,4	66,5	19,4	31,8	34,2	47,4	89,4	53,4
Surface en productions végétales	75,9	68,8	86,0	27,2	58,5	69,7	66,2	97,9	74,0
Surface fourragère principale	35,4	33,9	6,2	1,0	46,0	62,8	53,6	7,5	38,7
<b>Effectifs animaux (UGB*)</b>	<b>73,7</b>	<b>53,0</b>	<b>7,8</b>	<b>0,3</b>	<b>67,7</b>	<b>82,5</b>	<b>77,4</b>	<b>7,0</b>	<b>52,4</b>
Bovins (UGB*)	45,2	32,5	4,8	0,3	67,3	82,3	8,2	7,0	44,3
Ovins (UGB*)	4,2	12,6	1,2	0,0	0,2	0,1	68,6	0,0	6,6
<b>Nombre d'UTA **</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>3,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>
UTA non salariées	1,5	1,4	1,3	1,5	1,5	1,2	1,5	1,6	1,5
Unité monétaire : millier d'euros									
<b>Financement et éléments du bilan</b>									
Fonds de roulement net	89,0	59,9	62,5	63,7	42,2	63,6	44,2	111,4	52,3
Capacité d'autofinancement	45,8	29,7	23,7	47,8	35,3	27,4	33,9	34,1	19,0
- Prélèvements privés	33,0	19,9	22,1	34,6	25,4	11,4	23,3	23,4	14,7
<b>= Autofinancements</b>	<b>12,8</b>	<b>9,8</b>	<b>1,6</b>	<b>13,2</b>	<b>9,9</b>	<b>16,0</b>	<b>10,6</b>	<b>10,7</b>	<b>4,3</b>
Actif immobilisé	234,4	197,9	155,4	159,9	254,6	242,0	204,9	168,2	182,6
Actif circulant	133,1	88,4	92,9	106,6	66,6	80,3	67,8	165,7	72,4
dont stocks	82,9	44,8	40,5	21,3	32,5	48,4	26,7	96,1	37,9
Capitaux propres	221,1	194,1	167,5	143,2	216,5	248,2	186,2	208,5	187,0
Endettement total	147,5	92,7	81,5	123,8	105,4	74,4	87,0	126,4	68,4
<b>Soldes intermédiaires de gestion</b>									
<b>Production de l'exercice</b> (nette des achats d'animaux)	<b>143,4</b>	<b>87,6</b>	<b>82,7</b>	<b>163,3</b>	<b>98,3</b>	<b>47,7</b>	<b>71,8</b>	<b>149,2</b>	<b>61,3</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1
- Charges d'approvisionnement	58,4	40,1	46,3	34,7	40,6	22,3	31,2	59,1	32,5
- Autres achats et charges externes (hors fermages)	41,5	32,0	32,6	47,2	35,5	23,9	28,3	50,8	27,2
<b>= Valeur ajoutée hors fermage</b>	<b>43,9</b>	<b>15,6</b>	<b>4,1</b>	<b>81,5</b>	<b>22,2</b>	<b>1,5</b>	<b>12,3</b>	<b>39,8</b>	<b>1,7</b>
+ Subventions d'exploitation et indemnités	31,0	30,1	36,0	19,5	23,3	34,1	30,8	31,7	30,1
- Fermage	11,2	7,3	10,3	6,2	5,8	4,9	4,6	17,0	7,5
- Impôts	2,1	1,4	2,0	1,3	1,0	1,0	0,7	2,1	1,4
- Charges de personnel salarié	12,0	5,4	3,4	43,8	0,6	0,7	1,4	15,3	2,3
<b>= Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>49,6</b>	<b>31,6</b>	<b>24,4</b>	<b>49,7</b>	<b>38,1</b>	<b>29,0</b>	<b>36,4</b>	<b>37,1</b>	<b>20,6</b>
+ Transfert de charges et aut. produits	0,4	0,7	1,3	0,2	0,6	0,7	0,1	0,8	0,5
- Dotation aux amortissements	28,6	22,3	22,6	28,2	25,5	20,2	22,0	28,5	17,0
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>21,4</b>	<b>10,0</b>	<b>3,1</b>	<b>21,7</b>	<b>13,2</b>	<b>9,5</b>	<b>14,5</b>	<b>9,4</b>	<b>4,1</b>
+ Produits financiers	0,4	0,3	0,5	0,7	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
- Charges financières	5,0	2,9	2,7	3,7	3,4	2,4	2,7	4,1	2,4
<b>= Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	<b>16,8</b>	<b>7,4</b>	<b>0,9</b>	<b>18,7</b>	<b>10,0</b>	<b>7,2</b>	<b>11,9</b>	<b>5,5</b>	<b>1,9</b>
+ Profits et charges exceptionnels	4,8	3,3	2,4	4,7	4,9	3,9	4,0	6,4	2,3
<b>= Résultat de l'exercice</b>	<b>21,6</b>	<b>10,7</b>	<b>3,3</b>	<b>23,4</b>	<b>14,9</b>	<b>11,1</b>	<b>15,9</b>	<b>11,9</b>	<b>4,2</b>
Charges sociales de l'exploitant	9,7	6,4	7,2	7,1	6,9	4,9	6,4	6,8	5,8
<b>Subventions</b>									
Total Aides	29,1	28,6	34,1	18,9	22,3	33,2	30,2	27,7	28,3
Aides couplées	3,9	5,1	2,6	0,2	0,8	12,8	3,4	5,8	6,2
Aides découplées	25,2	23,5	31,5	18,7	21,6	20,4	26,7	22,0	22,1
dont DPU	17,3	13,9	24,2	2,6	13,6	10,5	9,0	14,3	14,1

Source : AGRESTE - RICA - Résultats définitifs 2009

\* UGB : Unité gros bétail - 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspond à 0,15 UGB

\*\* UTA : Unité de travail annuel - une UTA équivaut à la quantité de travail fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

## Pour en savoir plus :

- Résultats nationaux et régionaux 2009 : tableaux disponibles au Sriset
- RICA France - Tableaux standard 2009 nationaux. Agreste Chiffres et Données Agriculture n° 214 février 2011
- Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr) (rubriques : En région Midi-Pyrénées - Enquêtes - Données en ligne) - Résultats nationaux et régionaux
- Site Internet des résultats européens du RICA : [http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index_fr.cfm)

## Agreste : la statistique agricole

© Agreste 2011



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
 Service régional de l'information statistique, économique et territoriale  
 Cité administrative Bât. E - Bd Armand Duportal  
 31074 Toulouse Cédex Tél : 05.61.10.61.56  
 Mél : [srise.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr)

[www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr)

Directeur régional : Michel SALLENAVE  
 Directrice de la publication : Paula FERNANDES  
 Rédactrice en chef : Dominique AYMARD  
 Rédaction : Serge LADOIS  
 Composition : Dany GAYRAUD  
 Impression : SSP Toulouse  
 Dépôt légal : à parution ISSN : 0246-1803  
 Prix : 2,50 € (gratuit à l'unité)